

écologie

un siècle de tentation apolitique

Entre un protecteur de la nature et un écologiste il y a souvent la même différence qu'entre un giscardien et un socialiste révolutionnaire

La plupart des grands moyens d'information et des hommes politiques ont découvert les écologistes au début de 1977. Après quelques commentaires intéressés lors de l'élection législative partielle du cinquième arrondissement de Paris en novembre 1976 et après beaucoup de condescendance lors de la candidature de René Dumont en mai 1974. Ces journaux et ces politiciens qui se sentent obligés de se barbouiller hâtivement en vert, parlent et commentent souvent les difficultés de notre biosphère comme s'ils avaient « inventé » les écologistes

Heureusement pour nous, les écologistes ne sont pas nés en 1977, ni même en 1974. Les mouvements actuels, dans leurs différences comme dans leurs convergences, sont les héritiers d'une longue histoire. A quelques mois d'élections qui verront de nouveau une partie de ces écologistes intervenir dans le jeu politique, il est important de commencer à comprendre ce que sont et d'où viennent ces associations qui inquiètent la plupart des partis.

C'est en 1854 qu'un certain Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, qui a donné son nom à la rue qui borde le Jardin des Plantes à Paris, a fondé la Société Impériale zoologique d'acclimatation, reconnue d'utilité publique dès l'année suivante, considérée comme l'ancêtre de toutes les associations de protection de la nature.

Que cette société, devenue peu avant la première guerre mondiale la Société nationale de protection de la nature, ait été créée par des scientifiques du Muséum d'histoire naturelle, n'est pas sans importance pour l'évolution de la préoccupation écologique. Aujourd'hui encore, nombre de « spécialistes » de la nature refusent à priori toute compétence à ceux qu'ils appellent des « écologistes amateurs », expliquant que l'écologie ne peut et ne doit être qu'une science du milieu naturel. Ce qui exclut, à leurs yeux, toute interférence d'une spéculation philosophique, politique ou idéologique.

C'est au nom d'une nature neutre et d'une science apolitique que les sociétés savantes, les sociétés de protection de la nature régionales ou départemen-

tales se sont, pendant des dizaines d'années, penchés avec gravité sur le sort des animaux et des végétaux sans vouloir ni pouvoir mêler les hommes ou l'organisation économique et sociale qu'ils se donnaient à leurs études ou spéculations. Qu'il s'agisse du lion d'Abyssinie, de la fourmi du Sénégal, du lièvre blanc ou des plantes rares de la forêt de Fontainebleau, l'homme n'apparaissait que comme un prédateur maladroit, surtout coupable de priver des savants de leurs objets d'études.

Entre les deux guerres, les accusations lancées contre les destructions étaient encore bien timides. Il fallut attendre le début des années cinquante pour que les associations de pêcheurs à la ligne portent les premières des accusations plus précises, préoccupées que leurs adhérents étaient de la rapide dégradation des rivières et fleuves français. Mais malgré tout, la parution en France, en 1956, du livre de Rachel Carson, *Le printemps silencieux*, premier réquisitoire contre les pollutions, ne souleva pas un grand intérêt.

Protection

Il a fallu attendre le début des années soixante pour que commencent à se former de plus nombreuses associations de défense : ce fut le temps de la protection de la nature, démarche considérée la plupart du temps comme parfaitement apolitique. Mais, très rapidement, des précurseurs passèrent de la protection de la nature à une nouvelle notion, celle de la défense de l'environnement. C'est à cette époque que de nombreuses « sociétés », dont certaines existaient depuis plusieurs dizaines d'années, se regroupèrent au sein de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN). Cette organisation, qui existe toujours, a vu officiellement le jour en 1968. Trois ans plus tard, devant la montée du nombre des associations de défense, et aussi devant l'accumulation des problèmes, était créé un ministère nouveau : celui de la protection de la nature et de l'environnement.

C'est également au cours de cette année, en 1971, que se créa en France l'association des Amis de la Terre, filiale - à l'époque - des « Friends of Earth » américains qui, eux se battaient depuis plusieurs années contre la pollution et déjà contre le nucléaire.

Mais il faut rappeler, pour le nucléaire, qu'une association « de refus » s'est constitué en France dès 1962 : il s'agit du groupement « Protection contre les rayons ionisants » qui prêche courageusement dans le désert contre cette nouvelle forme d'énergie dont la presse et les journaux s'émerveillent sans retenue, l'opposant à la maléfique bombe atomique.

Toujours au début des années 1970, un « nouveau journaliste » plaide de plus en plus efficacement contre les pollutions, le risque atomique et la course à la croissance : il s'agit de Pierre Fournier qui écrit dans les colonnes de *Charlie-Hebdo*. Et c'est le 10 juillet 1971 que les militants écologiques sortent pour la première fois de l'ombre. Ils sont plus de 15 000 à manifester contre la construction de la centrale nucléaire de Bugey, à l'appel de Pierre Fournier qui, un an plus tard, quittera *Charlie-Hebdo* pour fonder la *Gueule Ouverte*.

Aux protecteurs de la nature, puis aux défenseurs de l'environnement, succède donc une nouvelle génération : les écologistes que l'on commence à désigner sous ce nom. C'est le début du grand divorce avec la simple « protection » du passé : des nouveaux venus et des anciens qui se radicalisent, commencent à mettre vigoureusement en cause un type de société, un type d'économie et de développement, les modes de production.

Malgré tout en 1972, aux conférences parallèles et sauvages qui complètent la grande conférence des Nations unies sur l'Environnement humain à Stockholm, les groupes et associations français sont étrangement absents. Ceci au moment où des écologistes anglais, allemands, américains, scandinaves, africains ou canadiens, nombreux dans la capitale suédoise mettent vigoureusement en cause la société industrielle, les rapports des pays riches avec le tiers monde, évoquant également la tragédie de Minamata, l'écocide perpétré au Vietnam et les problèmes posés par l'explosion démographique et un épuisement prévisible d'un certain nombre de ressources. C'est aussi, toujours en l'absence des Français, la première critique « de gauche », quelques mois après sa parution, du premier rapport du Club de Rome

En dépit de cette lacune au niveau de la réflexion, le fossé se creuse sérieusement entre les membres des Amis de la Terre et les groupements similaires d'une part, et les sociétés traditionnelles d'autre part. Disons pour simplifier que les premiers attirent des militants tandis que les secondes conservent des adhérents. La radicalisation se poursuit plus ou moins confusément jusqu'en 1974.

Politique

A ce moment quelques écologistes des Amis de la Terre, de l'Association des journalistes pour la

protection de la nature et de l'environnement et du groupe Pollution-Non décident de préparer la candidature d'un écologiste à la Présidence de la République. C'est René Dumont qui accepte, quelques jours après la mort de Pompidou, d'être le porte-parole de ce petit groupe qui s'élargit très rapidement.



René Dumont

Cette opération, qui révélera une première fois la force et l'impact de la préoccupation écologique, aura comme immense avantage de contraindre de nombreuses associations à choisir entre l'apolitisme confortable et l'engagement, puisque la candidature de René Dumont se fait sur un slogan de principe: *l'écologie est politique*.

D'un côté on retrouve donc des organisations comme la Fédération des sociétés de protection de la nature ou le Comité de la Charte pour la nature de Philippe Saint-Marc qui refusent la notion de politisation et de l'autre des groupes comme les Amis de la Terre, les premiers mouvements anti-nucléaires et quelques associations dissidentes de la F.F.S.P.N., Ecologie et Survie, l'APRI, la Fédération des Usagers de Transports, qui soutiennent René Dumont et participent activement à l'élaboration de sa plateforme électorale.

Rupture

Des comités de soutien naissent un peu partout en France ; et au mois de juin, dans la foulée, les Assises de Montargis essaient de mettre sur pied un vaste mouvement écologique fortement décentralisé. La tentative échouera en grande partie sous l'action d'un petit groupe de libertaires qui refusent toute forme d'organisation, décourageant de nombreux militants présents à Montargis. Il ne restera de cette tentative qu'un « Mouvement écologique » à la représentativité assez discutable et de nombreux groupes qui se tourneront avec succès vers des luttes locales sans conserver de liens avec une structure nationale. D'autres, enfin, se joindront aux Amis de la Terre qui sortent renforcés de l'échec des Assises de Montargis.

Cette campagne électorale et le bouillonnement

d'idées et d'affrontements qui l'a suivi aura consommé la rupture entre les protecteurs traditionnels et les écologistes militants, même s'ils se rencontrent de temps à autre pour des luttes concrètes.

Depuis 1974 les associations et les groupes se sont multipliés, mourant et renaissant au hasard des luttes locales et aussi des élections. Cantonales pour ce qui est de la région parisienne et de l'Alsace, municipales pour les autres régions.

En 1977 les partisans de l'apolitisme se retrouvent toujours à la Fédération Nationale des Sociétés de Protection de la Nature, au Comité de la Charte pour la nature qui est d'ailleurs moribond, à Nature et Progrès qui regroupe les partisans et pratiquants de l'agriculture biologique, à Maisons-Paysannes de France qui a éliminé ceux qui l'avaient incité à soutenir René Dumont ou à l'Union Régionale du Sud-Est pour la Sauvegarde de la vie et de la nature dirigée par René Richard et regroupant 150 associations locales. La plupart des responsables de ces associations modérées, qui représentent pas loin de 200 000 adhérents, se contentent des postes qui leurs sont désormais offerts dans quelques organes de concertations où le pouvoir les berce de bonnes paroles. Mais il faut remarquer qu'un certain nombre de membres de ces regroupements, notamment en Alsace, pratiquent la double appartenance et militent en même temps dans des associations plus radicales et plus politisées. Le phénomène se reproduit dans le Nord, en Bretagne et dans la région lyonnaise. Ainsi le Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin, très actif, promoteur de radio-Fessenheim, adhère à la fois à la Fédération Nationale des Sociétés de la Protection de la nature et au très radical Mouvement écologique...

Sous-marins

Ensuite, on trouve des associations comme SOS-Environnement, implanté à Paris et dans sa banlieue. Ceux-là ne reculent pas le jeu politique : ils en font même beaucoup. Ils ont été les premiers à tenter l'aventure des élections après la candidature de Dumont. Et depuis les cantonales, ils sont de tous les scrutins et ont annoncé depuis juin leur volonté d'être présents aux législatives. Ils constituent, avec beaucoup d'apports centristes et parfois crypto-majoritaires, une tentative évidente de créer ou susciter quelque chose qui hérisse de nombreux écologistes : un parti écologique « sérieux ». Ce sont les gens de SOS-Environnement alors regroupés dans le Bureau de liaison des associations de protection de la nature de la région parisienne, qui ont contribué à l'édulcoration du programme municipal de Paris-Ecologie, cartel électoral aujourd'hui disparu dont ils étaient partie prenante.

À l'autre extrémité de la nébuleuse écologique on retrouve le Mouvement écologique issu de la campagne Dumont, les Comités Régionaux pour l'Information Nucléaire et les Amis de la Terre dont les sept à huit mille militants sont désormais regroupés dans une sorte de Fédération laissant toute initiative aux

groupes locaux ou départementaux. Ceux-là rejettent toute forme d'apolitisme quel que soit leur degré de méfiance — il varie d'une ville, d'une région à l'autre — vis-à-vis des formations politiques. C'est chez eux que l'on retrouve beaucoup de militants du PSU et quelques uns du PS.

Outre les représentants des groupes locaux totalement autonomes, c'est à peu près exclusivement dans ces dernières associations que se recrutent les membres d'un nouveau cartel électoral. Ecologie 78, qui s'est définitivement constitué à Fécamp le 15 septembre dernier. Un regroupement qui veut coordonner la présentation d'un certain nombre de candidats aux prochaines législatives, candidats qui se heurteront souvent, si l'on considère l'état actuel des choses, à des représentants des associations plus modérées.

Le combat de l'écologie politique contre la protection de la nature est loin d'être terminé. Surtout si cette dernière sert de nouveau à masquer, comme parfois aux cours des municipales, le retour de l'apolitisme militant. Apolitisme qui est le visage le plus éculé d'une droite ayant décidé de récupérer au maximum le vocabulaire et la préoccupation écologique, tant en jouant sur l'attitude *décourageante* du PS et du PC. Les sirènes répètent de plus en plus fort que quelques « excités » ont tout gâché...

Quant aux écologistes qui se battent sur le terrain, ils prouvent encore souvent que l'on ne se débarrasse pas facilement d'une longue histoire, même lorsqu'on ne l'a pas vécue. Les prochaines élections seront donc probablement le théâtre d'un nouvel affrontement entre les sous-marins de droite, les adhérents et les militants, d'autant plus que ces derniers sont loin d'être tous convaincus que la lutte écologique sortira grandie d'une participation aux législatives. ■

Claude-Marie VADROT

Adresses

- *Mouvement écologique* : 65 boulevard Arago. 75013 Paris, regroupe surtout des associations de l'Est et du Sud-Est. publie irrégulièrement *Action écologique*.
- *Amis de la Terre* : organisation nationale. 17 avenue de Choisy, 75014 Paris, groupe parisien. 3 rue de la Bûcherie. 75005 Paris. Regroupe une centaine d'associations locales, publie *Le Courrier de la Baleine*. Ses militants les plus connus sont René Dumont. Brice Lalonde. Pierre Samuel. Serge Moscovici. Théodore Monod et Alain Hervé le rédacteur en chef du Sauvage.
- *Mouvement Ecologique Rhône Alpes* : 68 rue Mercière. 69002 Lyon. Son militant le plus connu est le Professeur Lebreton. Siège d'Ecologie 78.
- *Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature* : 37 rue Pujos. 17300 Rochefort. Présidée par François Ramade.
- *Société Nationale de Protection de la Nature* : 57 rue Cuvier. 75005 Paris. Publie *Le Courrier de la Nature et La Terre et la vie*. Une revue d'écologie appliquée.
- *Association pour la Protection contre les rayonnements ionisants* : 12 rue des Noyers. 77161 Guignes. Publie une revue trimestrielle.
- *S.O.S.-Environnement*. 35 rue du Bourg-Tibourg. 75004.
- *Association des journalistes et écrivains pour la protection de la nature et de l'environnement* : 11 rue des Feuillantines. 75005 Paris.